

"Le «pool» du charbon et de l'acier lie l'Allemagne à l'Occident" dans Corriere della Sera (19 avril 1951)

Légende: Le 19 avril 1951, au lendemain de la signature à Paris du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le quotidien italien Corriere della Sera explique que la CECA ne fait pas l'unanimité en Allemagne.

Source: Corriere della Sera. 19.04.1951, n° 92; anno 76. Milano: Corriere della Sera. "Il «pool» dell'acciaio e carbone lega la Germania all'Occidente", auteur:Sansa, Giorgio , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_pool_du_charbon_et_de_l_acier_lie_l_allemande_a_l_occident_dans_corriere_della_sera_19_avril_1951-fr-726be0cc-c682-490e-85d1-ccfd06673d9f.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le «pool» du charbon et de l'acier lie l'Allemagne à l'Occident

À Bonn, on a insisté sur la valeur du traité – M. Schumacher s'y oppose fermement

De notre correspondant

Bonn, le 18 avril, la nuit.

La conférence de Paris organisée en vue de la signature du plan Schuman a été prise très au sérieux et non pas comme une simple formalité de clôture. C'est ce qui ressort aujourd'hui de la presse allemande, qui a suivi les travaux des six ministres des Affaires étrangères avec un intérêt et une inquiétude que l'on comprend aisément lorsque l'on sait que la mise en pratique du plan Schuman signifie, d'une certaine manière pour l'Allemagne, la garantie de ne pas être «vendue» lors de la conférence entre les quatre substituts ou les quatre grands. Le *pool* du charbon et de l'acier lie l'Allemagne à l'Occident par des engagements qu'une solution au problème allemand, même défavorable, apportée dans le futur par les quatre grands ne pourra rompre totalement, pour autant que les signatures aient une quelconque valeur. Dans les cercles politiques allemands, la nature contradictoire des deux réunions diplomatiques qui se sont tenues à Paris n'a pas manqué d'être soulignée au cours de ces derniers jours. L'une a réuni les six grandes puissances pour le plan Schuman et l'autre les quatre grands. Il est heureux que la plus prometteuse des deux se soit conclue positivement.

Le fait que les discussions de la semaine dernière aient connu des difficultés semble de très bon augure. Il ne pouvait s'agir uniquement de discussions formelles. Mais plutôt, fait observer le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* d'une renonciation réciproque, d'une durée de cinquante ans, à la souveraineté nationale de chaque pays sur une partie importante de sa production. Les éternels problèmes soulevés lors des discussions sur l'unification entre États ont bien évidemment réapparus. D'autant qu'un traité de cinquante ans est un traité «éternel». Bien qu'il ne se réfère qu'à l'économie des pays contractants, voire à un secteur précis dans le domaine de l'économie, il est facile d'imaginer les répercussions qu'un tel traité peut avoir sur la politique au sens large.

L'accueil allemand n'est naturellement pas unanime. Le plan Schuman a en Allemagne de nombreux ennemis, outre les communistes. M. Schumacher, chef du parti social-démocrate, a déclaré ce soir, d'un ton provocateur que «la signature d'un traité n'est pas encore sa ratification» et que, voyant les Français décidés à faire approuver le plan Schuman par le Parlement élu aux prochaines élections, la ratification de la France n'était pas assurée non plus. Selon M. Schumacher, le plan Schuman est une version «plus urbaine et plus légale» de la politique économique menée par le gouvernement français avec acharnement depuis 1918 jusqu'à nos jours; il s'agira donc d'une victoire française. La seule différence est que l'adjectif «européen» a été substitué à l'adjectif «français». Ainsi, le gouvernement fédéral a pris une «énorme responsabilité», déclare-t-il: le pacte est l'enfant du droit d'occupation, droit qui va être ainsi perpétué pendant un demi-siècle par le vote de l'Allemagne officielle.

Le parti social-démocrate luttera contre ce plan à tout point de vue. M. Schumacher fera suivre lundi cette déclaration par un protocole, dans lequel il critiquera article après article le pacte sur la sidérurgie. Les socialistes, orientés sur la voie du nationalisme pour des raisons électorales, présentent aujourd'hui Konrad Adenauer comme un lâche. Toutefois, à en juger l'analyse des thèses de M. Schumacher, le côté européen que Konrad Adenauer aimerait qu'on lui reconnaisse n'est que l'opposé pur et simple de celui des Français que, selon

M. Schumacher, Konrad Adenauer aurait accepté à tort aujourd'hui. M. Schumacher, qui se dit plus européen qu'Adenauer, l'est finalement assez peu.

La Confédération du travail allemande ne suit toutefois pas le parti social-démocrate sur des voies aussi radicales. Elle attend de pouvoir examiner le plan dans sa forme définitive, puis décidera. Il n'est pas vrai que les syndicats ont promis leur soutien inconditionnel à Adenauer, comme certaines sources parisiennes l'ont affirmé à tort; ils ne l'ont cependant pas nié pour autant. Les chefs de la Confédération disent que pour savoir comment le navire avance et vogue, il faut attendre qu'il ait été baptisé. Au sein de la coalition gouvernementale – constituée des démocrates chrétiens, des libéraux démocrates et du parti allemand – la ratification du plan par le Bundeshaus est assurée, à condition que le chancelier parvienne à convaincre le Parlement que l'avenir de la Sarre n'est pas compromis par l'intégration de cette région charbonnière au *pool* soumise temporairement aux desiderata de la France. Le porte-parole du gouvernement affirme que cela n'est pas le cas. Il est certain que les sociaux-démocrates enfonceront le clou: ils diront qu'Adenauer a non seulement vendu l'indépendance de l'économie allemande, mais également la région de la Sarre aux Français pour une bouchée de pain. La bouchée de pain serait ce progrès minime, mais significatif que l'Allemagne accomplit vers l'émancipation en participant à un pacte international.

Où se trouvera la capitale du *pool*? Tous les pays ont proposé une de leur ville, excepté l'Italie. Les Allemands suggèrent Essen, dans la Ruhr. Il semblerait cependant que les regards se tournent vers Bruxelles et que l'on ait choisi comme premier président de la Haute Autorité du *pool* le Français, Jean Monnet, et pour vice-président un expert allemand en sidérurgie. L'Allemagne placera certainement dans ses représentations au sein des différents organes du *pool* de nombreux délégués syndicaux. Cela s'explique non seulement par le désir de Konrad Adenauer de pouvoir compter avec la Confédération du travail, mais également par la nouvelle loi en vigueur selon laquelle les ouvriers de la sidérurgie et les mineurs allemands participeront à l'avenir à la gestion de leurs grandes industries respectives.

Giorgio Sansa